



**HAL**  
open science

## Russie : la "stratégie 2020" en question

Julien Vercueil

► **To cite this version:**

Julien Vercueil. Russie : la "stratégie 2020" en question : Une analyse du substrat productif et financier de la politique industrielle. Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest, 2013, 44 (1), pp.169-194. halshs-01420801

**HAL Id: halshs-01420801**

**<https://shs.hal.science/halshs-01420801>**

Submitted on 29 Dec 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

# **Russie : la « stratégie 2020 » en question.**

## **Une analyse du substrat productif et financier de la politique industrielle**

**Julien Vercueil**  
**CREE, INALCO**

### **Résumé :**

Cet article analyse le soubassement productif et financier de la politique industrielle en Russie en s'appuyant sur la « stratégie 2020 » développée à partir de 2008. Les objectifs de cette stratégie sont de diversifier le substrat industriel de l'économie russe, ce qui permettrait de maintenir la croissance à son niveau des années 2000. Mais les chocs subis par l'industrie russe depuis 1992 ont réduit ses capacités productives et transformé sa structure. Les financements internes et externes nécessaires pour accompagner la politique de modernisation envisagée par la « stratégie 2020 » ne supposent donc pas seulement l'implication de l'Etat : ils requièrent aussi une réorientation du système financier vers le financement de l'économie.

### **Abstract :**

This article analyses the productive and financial foundations of the russian industrial policy projected by the so-called «2020 Strategy », drawn in 2008. The main objective of this strategy is to diversify the industrial structure of the economy, which in turn would allow the perpetuation of the growth rates of the past decade. But various shocks that hit badly the russian industry since 1992 have reduced its current productive capacities and profoundly transformed its structure. In order to finance the much needed modernisation envisioned by the « 2020 Strategy », the implication of the State will not be sufficient : the whole russian financial system needs to be re-oriented toward the funding of productive investment.

## **Russie : la « stratégie 2020 » en question.**

### **Une analyse du substrat productif et financier de la politique industrielle**

La montée en puissance industrielle des pays émergents et ses conséquences sur les économies occidentales ont provoqué un retour de la politique industrielle dans la réflexion économique (Piveteau et Rougier, 2011, p. 177). A leur tour, la crise financière de 2008-2009 et ses prolongements actuels ont renouvelé l'intérêt que les autorités politiques portent à cette réflexion, dans un mouvement qui réactualise le débat récurrent sur les fondements et les conséquences de la mondialisation contemporaine (Reich, 1993, Rodrik, 1997, Krugman, 1998, Stiglitz, 2003).

En Russie, ce double retour ne fait pas exception. La question de la politique industrielle a été posée à la suite du défaut et de la crise d'août 1998, puis portée par les autorités tout au long de la décennie 2000 (Louvert, 2005). Contrairement aux années 1992-1998, durant lesquelles la restructuration de l'économie avait été laissée aux forces du marché, la décennie suivante a été marquée par un retour de l'État en tant que régulateur et acteur influent de l'économie. Ce changement d'orientation a été facilité par un contexte budgétaire plus favorable, les recettes fiscales issues du secteur des matières premières étant progressivement gonflées par la croissance des prix mondiaux des hydrocarbures à partir de 1999. Mais il n'aurait pas été possible sans un effort systématique des gouvernements successifs pour améliorer l'efficacité de la collecte fiscale et contrôler dans la durée l'équilibre budgétaire. Le retour de l'État a été particulièrement remarquable dans le secteur énergétique. Il s'y est assuré, en plusieurs étapes, un rôle dominant en commençant par reprendre le contrôle de l'entreprise Gazprom puis en obtenant, à la suite d'une décision de justice, le démantèlement du groupe privé Ioukos au profit de l'entreprise nationale Rosneft et en remettant en cause des accords de partage de production hérités de la période précédente (Vercueil, 2010, p. 124). L'influence de l'État s'est aussi renforcée hors du secteur énergétique avec la loi de mars 2008 « sur les entreprises stratégiques », qui requiert l'autorisation du gouvernement pour des prises de participations étrangères dans une liste d'entreprises appartenant à 42 secteurs. La création de « corporations d'État », le plus souvent au moyen d'une fusion d'entreprises publiques, dans les secteurs de la construction navale, de l'aéronautique, de l'armement, du secteur financier et des nouvelles technologies a visé à construire de véritables « champions nationaux » canalisant les ressources et prolongeant la stratégie de développement industriel émanant de l'État.

Toutefois, il ne faudrait pas conclure de ces exemples que la politique industrielle menée dans les années 2000 s'est engagée tous azimuts sur la voie de la renationalisation : entre 1999 et 2007, la part du secteur privé dans l'emploi est passée de 40 % à 60 %, tandis qu'elle doublait dans la formation de capital fixe pour atteindre 70 % en fin de période (Sprenger, 2008, pp. 27-28). L'État a plutôt procédé en sélectionnant des secteurs et des entreprises clef dans lesquels il s'est réengagé.

A partir de 2007, une réflexion sur la trajectoire de développement d'ensemble de la Russie a été impulsée par le Président sous le nom de « stratégie 2020 ». Cette réflexion a été développée depuis, sous diverses formes, notamment dans le domaine de la politique industrielle, qui y occupe une large place. Cet article se propose d'analyser les fondements structurels de la politique industrielle en Russie en se référant aux objectifs déclarés de la « stratégie 2020 : sur quelles ressources productives et financières la « stratégie 2020 » peut-elle s'appuyer pour accélérer la modernisation de l'industrie ? Pour répondre à cette question, nous rappelons dans une première partie les objectifs prioritaires de cette stratégie en matière industrielle. Dans la deuxième partie, nous dressons un état des lieux de l'industrie en Russie et de sa réaction aux chocs internationaux récents qui ont touché l'économie. Dans la troisième partie, nous centrons l'analyse sur les moyens financiers de la politique industrielle supposée par la « stratégie 2020 », à la lumière de la crise et de ses conséquences sur la politique budgétaire et le système financier de la Russie. La dernière partie combine les dimensions financière et industrielle en se penchant sur le rôle potentiel des Investissements Directs Étrangers (IDE) entrants dans la conduite de la « stratégie 2020 ».

## **1. Quelle « stratégie 2020 » ?**

La « stratégie 2020 » est issue d'un rapport de réflexion commandé par le Président de la Russie au Ministère du Commerce et du Développement Économique en 2007 sur les conditions du développement économique de la Russie à l'horizon 2020. Le rapport<sup>1</sup> s'est appuyé sur trois scénarios principaux pour établir ses conclusions :

- dans le premier scénario (que nous qualifierons ici de « scénario inertiel »), les autorités se contentent de laisser l'économie nationale poursuivre sa trajectoire des années 2000 sur la base de l'exploitation de ses avantages comparatifs traditionnels, notamment dans l'énergie. Selon ce scénario, la croissance n'est pas soutenue par des investissements suffisamment modernisateurs et le taux de croissance annuel du PIB plafonne à 3-3,5 %, dans un contexte de réduction de la production énergétique. Le niveau de vie n'augmente plus au rythme de la dernière décennie, ce qui empêche la Russie de poursuivre sa trajectoire de rattrapage des pays occidentaux.
- Dans le deuxième scénario (le « scénario extractif »), des investissements importants sont consentis dans le secteur énergétique, ce qui permet le soutien de sa croissance et, partant, celle du PIB, à 5-5,5% par an. Toutefois, si ce rythme est compatible avec la croissance du niveau de vie de sa population, il ne lui permet pas de rester, comme dans les années 2000, sur une trajectoire analogue à celles des principaux pays émergents d'Asie. Ce décrochage s'accompagne de l'absence de diversification de la base industrielle de l'économie, perpétuant sa vulnérabilité aux variations de prix des hydrocarbures.
- Dans le troisième scénario (le « scénario d'innovation »), la Russie parvient à élargir le socle industriel de ses avantages comparatifs au-delà du secteur

---

<sup>1</sup> « Kontseptsiia dolgosrocnovo sotrial'no-ekonomicheskovo razvitiia Rossiskoi Federatsii » (Conception du développement socio-économique à long terme de la Fédération de Russie), Ministère du Commerce et du Développement Économique, Septembre 2007.

extractif. La structure des investissements productifs est donc modifiée, ce qui permet la modernisation de certaines filières industrielles et l'absorption et le développement de technologies nouvelles. C'est ce scénario qui promet le taux de croissance maximal (6,5-7 % par an), soit à peu près le taux moyen observé durant la décennie 2000, et qui permet une poursuite de la trajectoire de rattrapage des pays occidentaux, au même rythme que les émergents d'Asie : le seuil des 15000 \$ de PIB par habitant est franchi en 2015, celui des 30000 \$ en 2020 (Kuchins *et alii.*,2008).

## **Les ambitions initiales et l'organisation de la réflexion**

En février 2008, le Président Vladimir Poutine a repris les conclusions de ce rapport en préconisant la mise en oeuvre du troisième scénario dans sa « stratégie de développement à l'horizon 2020 »<sup>2</sup>. Cette stratégie vise à faire de la Russie un leader mondial en matière de développement économique et social, devenue la cinquième économie du monde avec une espérance de vie atteignant 75 ans, une productivité du travail multipliée par quatre, et un leadership technologique dans cinq secteurs clef : l'aviation, la construction navale, l'énergie, l'information et la médecine. Les priorités de politique économique pour y parvenir sont l'investissement dans le capital humain, la décentralisation administrative et politique, la politique régionale, l'amélioration de l'efficacité du secteur public, le développement de Moscou comme place financière internationale de premier plan.

Pour transformer ces axes en mesures concrètes, la réflexion sur la stratégie 2020 est confiée à un groupe académique dirigé par le recteur de l'École des Hautes Études Économiques de Moscou (Yaroslav Kouzminov) et le recteur de l'Académie Présidentielle d'Économie Nationale et d'Administration Publique (Vladimir Mau). Vingt et un groupes thématiques sont constitués, qui depuis produisent régulièrement des rapports pour les autorités, avec lesquelles des séminaires de restitution sont organisés. La plupart des travaux sont publiés sur un site internet dédié<sup>3</sup>.

## **Les changements intervenus depuis 2008**

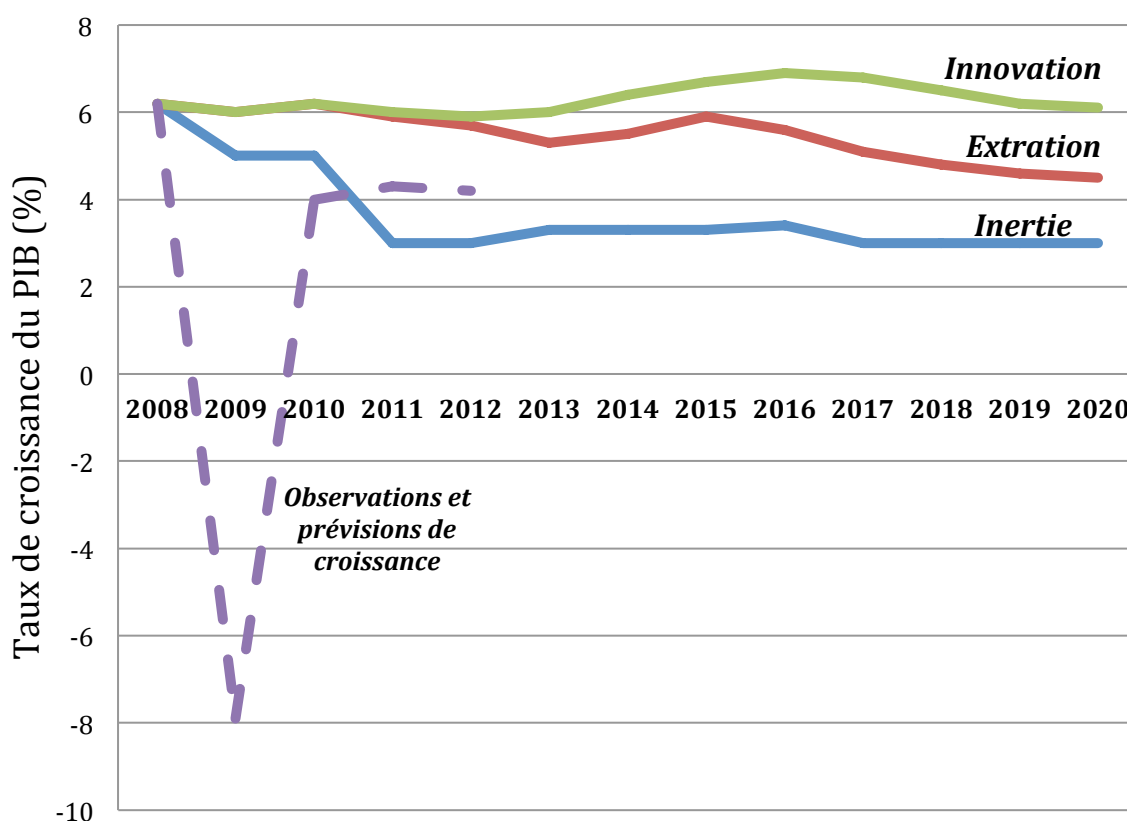
Depuis son lancement, des changements importants sont intervenus dans la réflexion sur la « stratégie 2020 ». En particulier, les répercussions de la crise sur l'économie russe ont été profondes et durables. D'ores et déjà, la trajectoire prévue par le rapport initial n'a pas pu être respectée : l'écart négatif de croissance avec le scénario le plus pessimiste atteint de 11 points de PIB pour la période 2009-2011 (figure 1). Au delà de cet aspect conjoncturel, la crise a confirmé le diagnostic du Ministère du Développement économique sur la vulnérabilité de l'économie russe à la dynamique des prix mondiaux de l'énergie.

---

<sup>2</sup>[http://archive.kremlin.ru/eng/speeches/2008/02/08/1137\\_type82912type82913\\_159643.shtml](http://archive.kremlin.ru/eng/speeches/2008/02/08/1137_type82912type82913_159643.shtml)  
(dernière consultation : 28/03/2012)

<sup>3</sup> <http://strategy2020.rian.ru/> (dernière consultation : 28/03/2012).

Figure 1. Les trois scénarios de la "Stratégie 2020"



Sources : Gouvernement de la Fédération de Russie, IMF (2011b)

Le deuxième changement est l'impact de la crise sur les finances publiques. La lutte contre la dépression économique a absorbé des ressources initialement dévolues à la modernisation (*cf. infra*). Enfin, le troisième changement est institutionnel : en décembre 2011 la Russie a été admise à l'OMC, ce qui, après ratification du texte par la Douma, engage de manière ferme les autorités sur des mesures en matière d'ouverture de l'économie à la concurrence internationale (WTO, 2011)<sup>4</sup>.

En revanche, ces évolutions n'ont pas altéré les priorités des autorités russes et des groupes de travail sur le sujet. Ainsi que l'indique en 2011 Vladimir Mau, l'objectif de la stratégie 2020 reste avant tout de « faciliter la diversification de la structure d'exportation » et d'« atténuer la dépendance aux ressources naturelles » de l'économie russe (Mau, 2011, p. 9).

## 2. Quel substrat industriel ?

Quels sont les fondements productifs réels sur lesquels la « stratégie 2020 » est susceptible de s'appuyer ? En première analyse, l'héritage soviétique imprime aujourd'hui encore sa marque dans la composition du PIB de la Russie. Si l'on compare la structure de sa valeur ajoutée avec celles des principaux pays industrialisés et des

<sup>4</sup> Pour un aperçu des engagements pris, secteur par secteur, on peut se reporter aux notes du Département d'Etat américain au Commerce sur le sujet : [http://www.trade.gov/mas/ian/tradeagreements/multilateral/wto/tg\\_ian\\_003531.asp](http://www.trade.gov/mas/ian/tradeagreements/multilateral/wto/tg_ian_003531.asp) (dernière consultation : 28/03/2012).

BRICs, on observe que la Russie présente la part la plus élevée de la production industrielle (36 %) après celle de la Chine. En retirant de cette part celle des industries extractives, l'intensité industrielle du PIB de la Russie descend au niveau de l'Allemagne, de l'Inde et du Brésil (environ 26 %), ce qui reste supérieur à la moyenne de l'OCDE. Pourtant, le substrat industriel de l'économie russe s'est considérablement transformé durant les deux dernières décennies : dans la période initiale de la transition (1992-1998), la production industrielle s'est contractée de 52 %. Dans la décennie qui a suivi, la reprise a été inégale : certains secteurs, notamment ceux liés aux matières premières, se sont redressés rapidement, tandis que d'autres – notamment les constructions mécaniques et l'industrie légère - ont quasiment disparu du paysage industriel national. Au total, en 2008 la production industrielle n'avait pas recouvré son niveau de 1991.

### La trajectoire industrielle de la Russie durant les années 2000

La production manufacturière de la Russie s'est effondrée durant les années 1990. Certaines productions, comme les machines outils, les appareils photographiques ou les deux roues à moteurs, sont désormais presque totalement importées. Mais pour d'autres productions, comme celles d'équipements pour l'industrie pétrolière, la dévaluation de 1998 a permis de relancer une partie des productions mises en sommeil dans la période précédente en reconstituant les conditions de leur rentabilité. En dépit de ses difficultés, la production d'automobiles particulières a bénéficié d'un flux relativement précoce d'IDE qui a contribué à une certaine résilience de la production intérieure. Le résultat de ces évolutions est un paysage industriel parcellaire, constitué d'une série de poches de production préservées dans un ensemble marqué par une faible variété du portefeuille de productions, ainsi que l'illustrent l'évolution des branches rassemblées dans le tableau 1.

**Tableau 1. Exemples d'évolution des volumes de production manufacturière en unités physiques (Base 100 : 1992 sauf mention contraire)**

Branches	Productions	1995	2000	2005	2010
Equipements productifs	Machines outils	34	17	9	4
	Equipements de forage pour l'industrie pétrolière*	100	97	118	119**
	Bulldozers	20	25	6	7
Equipements électriques, électroniques et optiques	Récepteurs radios domestiques	25	10	8	0
	Appareils photographiques	18	9	1	0
Equipements de transport	Camions	24	32	35	24
	Automobiles particulières	87	101	111	126
	Motos et scooters	12	5	2	0

Sources : calculs de l'auteur d'après Rosstat.

\* : pas de données pour 1992. \*\* : données 2009

Dans son ensemble, l'évolution de la production industrielle a montré des variations importantes durant la dernière décennie : d'une part, la croissance enregistrée à la suite de la dévaluation de 1998 s'est prolongée dans de nombreux secteurs jusqu'à la crise de

2009, qui a marqué un coup d'arrêt à ce mouvement. L'analyse sectorielle de l'investissement confirme cette évolution : en 2009 sa chute a été de 17 % dans l'industrie manufacturière (10 % dans les industries extractives), après une croissance annuelle moyenne de 13,3 % (10,5 % dans les industries extractives) durant les cinq années précédentes<sup>5</sup>. D'autre part, les mesures prises par le gouvernement depuis la crise, qui pour certaines interfèrent avec les objectifs de la « stratégie 2020 », ont eu des conséquences sur l'arbitrage importation/production dans des secteurs sensibles. Entre 2004 et 2010, la production industrielle s'est accrue de 20 % soit 3,5 % en moyenne annuelle. Cette évolution d'ensemble se décompose en une période de forte croissance (2004-2007) suivie d'une chute brutale de la production (2008-2009), avant une reprise modérée depuis 2010 (tableau 2).

**Tableau 2 : Indices de la production manufacturière, 2004-2010**

2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
100	107,6	116,7	128,9	129,5	109,8	122,8

Source : calculs de l'auteur d'après Rosstat.

Si l'on décompose le secteur manufacturier, on observe des différences significatives de trajectoires entre les secteurs. Ainsi, la production de caoutchouc et de plastiques a connu la progression la plus forte, au contraire du secteur des biens d'équipements de transport (dont l'automobile), qui a souffert de la crise. Pour mesurer le poids de chaque secteur, nous utilisons les données d'emploi désagrégées qui sont proposées par Rosstat. Il apparaît alors que les trois secteurs manufacturiers ayant présenté des performances de croissance plus élevées que la moyenne ne regroupent que 14 % de l'emploi total, tandis que ceux qui se sont le plus contractés en concentrant 45 % (tableau 3).

**Tableau 3. Indices de la production industrielle désagrégée par secteurs et part dans les emplois manufacturiers, 2004-2010 (Base 100 : 2004)**

	2005	2007	2008	2009	2010	Part dans les emplois manufacturiers (2010)
Caoutchouc et plastiques	116,4	176,8	217,1	189,7	230,5	3%
Cuir, produits du cuir et chaussures	100,2	125,1	124,7	124,6	147,8	0,8%
Equipements électriques, électroniques et optiques	133,2	169,9	157,3	106,7	131,0	9,8%
<b>Ensemble de l'industrie manufacturière</b>	<b>107,6</b>	<b>128,9</b>	<b>129,5</b>	<b>109,8</b>	<b>122,8</b>	<b>100%</b>
Coke et pétrole raffiné	104,4	114,4	117,6	116,9	122,7	1,4%
Productions agroalimentaires et tabac	106,6	127,7	128,3	108,8	121,7	15,9%
Chimie	104,1	116,2	110,8	103,2	118,3	5,6%
Métaux de base et produits métalliques	107,0	122,7	120,0	102,3	115,0	12,5%

<sup>5</sup> Calculs de l'auteur d'après données Rosstat.



Pulpe, papier, produits du papier	103,6	119,7	120,1	102,9	109,0	4,3%
Machines et équipements	99,7	141,1	140,4	96,2	107,9	11,9%
Bois, produits du bois	107,1	119,7	119,6	94,8	105,7	3,6%
Textiles, produits textiles	103,6	115,2	109,0	91,4	102,4	4,6%
Produits minéraux non métalliques	104,9	129,7	126,0	91,3	101,1	7,2%
Équipements de transport	107,1	120,9	121,4	76,2	100,8	12,6%

Sources : calculs de l'auteur d'après Rosstat.

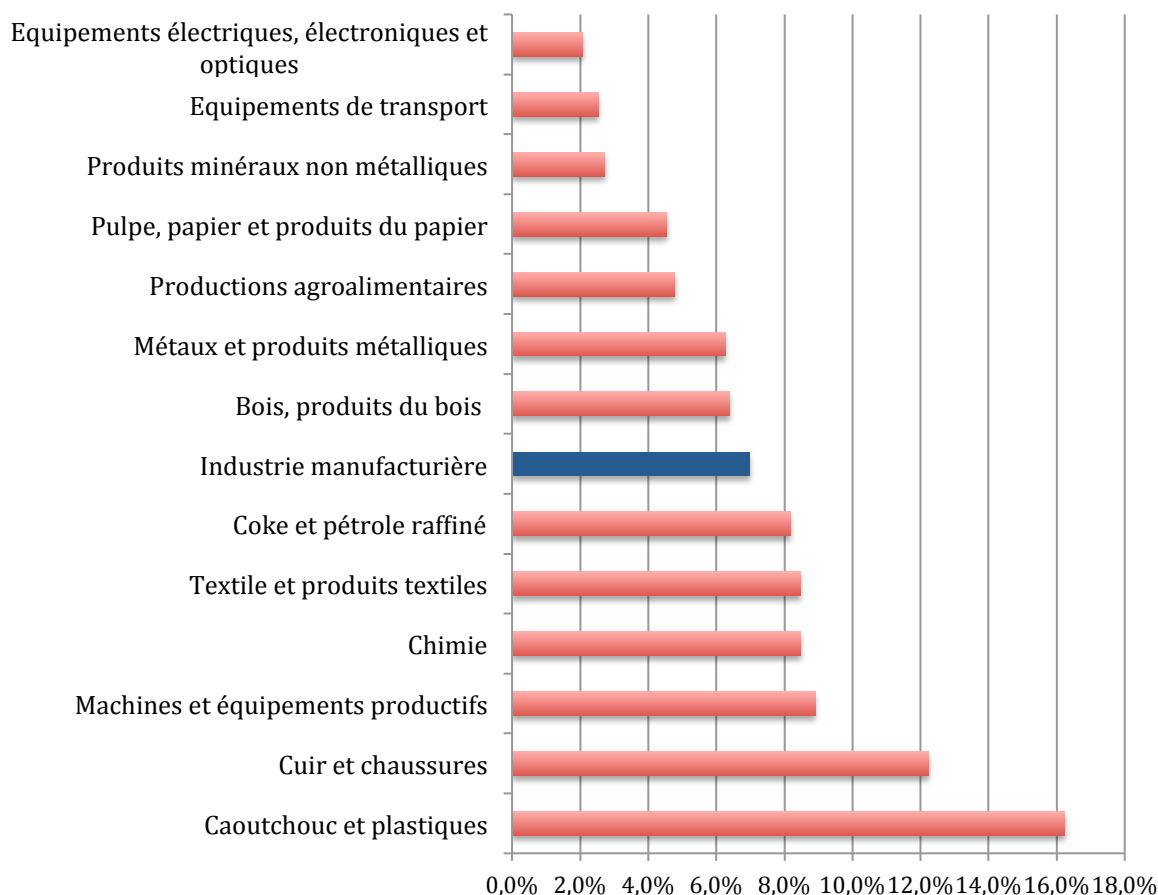
Dans l'ensemble, la chute de l'emploi industriel manufacturier a été de 30 % sur la période 2000-2010, soit une perte de plus de 3,5 millions d'emplois en 10 ans, dont 1,2 million dans le seul secteur des constructions mécaniques (machines et équipements industriels). Le secteur du caoutchouc et des plastiques, en partie lié aux hydrocarbures, est le seul à avoir gagné des emplois industriels (+15 %), témoignant d'une réorientation réussie de certaines entreprises liées au secteur des matières premières. L'agroalimentaire et les équipements électriques, électroniques et optiques ont aussi perdu des emplois, mais moins rapidement que la moyenne. En revanche, dans le textile, les machines et équipements, la chute atteint plus de 50 %. Il n'est pas certain que cette chute soit terminée : dans plusieurs secteurs industriels, les surcapacités restent importantes, prolongeant le phénomène de rétention d'emplois<sup>6</sup> qui a caractérisé l'industrie dans les années 1990. En 2011, selon les données du gouvernement, le secteur des machines et équipements industriels fonctionnait à 30 % de ses capacités, plus du quart des entreprises enregistrant des pertes<sup>7</sup>.

Les études comparatives internationales sur la productivité du travail placent la Russie très loin derrière les principales nations industrielles. Ainsi, le Mc Kinsey Global Institute estime que la productivité du travail en Russie représente 26 % de celle des États Unis en moyenne (15 % pour le secteur de l'énergie électrique, 33 % pour le secteur de l'acier) (Mc Kinsey, 2009). Cette situation est-elle en train de changer ? En rapportant les statistiques de production aux données d'emploi, on peut estimer l'évolution récente de la productivité apparente du travail dans l'industrie. Nos calculs font apparaître une progression de l'ordre de 7 % par an sur les cinq dernières années, ce qui est cohérent avec d'autres évaluations disponibles pour la décennie 2000 (Dorbec, 2008, OCDE, 2011). La décomposition de l'évolution de la productivité apparente du travail révèle des différences sectorielles importantes (figure 2). On constate que les secteurs dans lesquels la productivité a augmenté le moins vite sont ceux où l'intensité en technologie requise par les marchés est la plus élevée : équipements électriques, électroniques et optiques, équipements de transport (dont l'automobile) ce qui semble aller à l'encontre des objectifs de la stratégie 2020, tournés en priorité vers les secteurs industriels intensifs en technologie.

<sup>6</sup> Durant les années 1992-1999, la rétention d'emploi par les entreprises a consisté à répondre à la chute de la production et des recettes en réduisant les rémunérations de leurs salariés plutôt qu'en les licenciant. Ce comportement était motivé en partie par des considérations sociales : une part significative des bénéfices sociaux reçus par les actifs dépendait de leur appartenance à une entreprise.

<sup>7</sup> BOFIT Weekly Review, 18/02/2011.

**Figure 2. Productivité : taux de croissance annuels moyens  
( en %, 2005-2010)**



Sources : calculs de l'auteur d'après Rosstat.

### **Deux exemples opposés : l'automobile et les services informatiques**

Le rôle de la politique industrielle des années 2000 en Russie peut être illustré par la comparaison entre deux secteurs clef de l'économie contemporaine : l'automobile et les services informatiques.

Une partie de la lenteur de la progression des négociations d'adhésion à l'OMC peut être imputée à la volonté des autorités russes de conserver un niveau relativement élevé de protections tarifaires sur les importations susceptibles de concurrencer les producteurs nationaux d'automobiles, dont les capacités de lobbying et l'influence politique ont été identifiées de longue date (Richet et Bourassa, 2000, Richet, 2007, Vercueil, 2007). En 2009, le tarif moyen sur les importations d'automobiles a même été relevé de 25 % à 35 % par les autorités russes dans le but limiter les effets de la crise sur la demande adressée aux producteurs nationaux, dont la part de marché avait chuté à 25 % en 2008. Les investisseurs étrangers dans le secteur se sont vu octroyer des réductions sur les droits frappant les pièces détachées importées, contre leur engagement de développer le recours à des fournisseurs locaux. Au plus fort de la crise, les autorités ont débloqué des fonds importants dans le cadre de la prime à la casse destinée à soutenir les producteurs nationaux. Durant le premier semestre 2011, 750 millions d'euros ont été consacrés par le gouvernement à ce programme, qui a concerné les trois quarts des 818 000 véhicules

vendus durant la période<sup>8</sup>. Ces mesures, conjuguées à la montée en puissance de la production locale d'automobiles de marques étrangères, ont entraîné un rééquilibrage de la répartition du marché automobile au détriment des importations de marques étrangères, qui n'a pourtant pas bénéficié aux constructeurs nationaux : en 2011, dans un marché en croissance de 45 %, le premier producteur russe (AvtoVAZ) n'a enregistré qu'une croissance de 3 %. Depuis 2004, la part de marché des marques russes a chuté de moitié<sup>9</sup>.

A l'inverse, les autorités n'ont pas montré de sollicitude particulière pour les entreprises du secteur informatique qui se sont développées à partir du début des années 1990 et constituent aujourd'hui l'un des fleurons de l'industrie de haute technologie du pays (Crane et Usanov, 2010). Le « programme d'État pour une société de l'information », qui prévoit un budget d'un peu plus de 4 milliards de dollars sur la période 2011-2020, n'a été signé qu'en novembre 2010. Les enquêtes réalisées depuis le début des années 2000 auprès des entreprises du secteur sur leur appréciation de l'action des pouvoirs publics montrent une insatisfaction largement partagée et une absence d'amélioration, que ce soit en ce qui concerne les conditions dans lesquelles les soutiens publics sont accordés, les méthodes de taxation, ou la prévalence de la bureaucratie. Significativement, les entreprises les plus critiques envers l'action des pouvoirs publics sont les start-ups (Russoft, 2011, p. 30-33). Pourtant, le développement du secteur a été suffisamment rapide pour générer plus d'un million d'emplois en vingt ans, tandis que l'industrie automobile n'en représente plus aujourd'hui que 600000 environ.

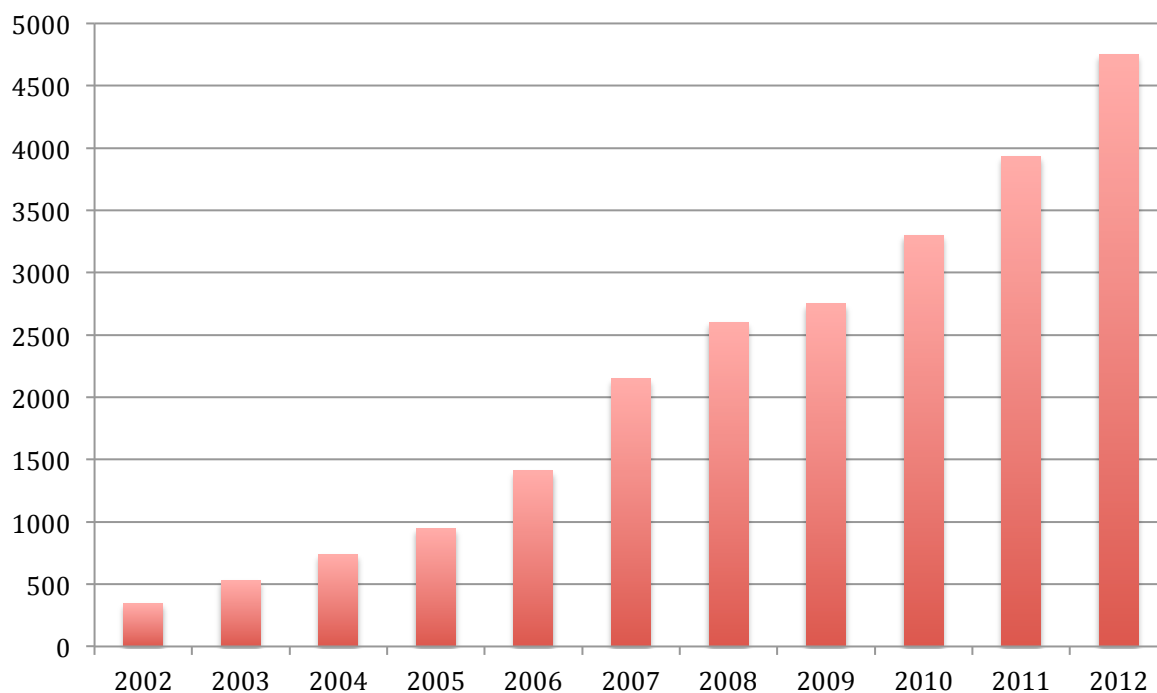
Les principales sociétés russes qui ont émergé concernent les services internet (Mail.ru, Yandex, V Kontakte), les logiciels antivirus (Kaspersky Labs), mais aussi l'ensemble des solutions informatiques (EPAM Systems Company). En 2010, les 100 premières sociétés de technologies de l'information ont généré un chiffre d'affaires de près de 25 milliards de dollars. Les plus compétitives d'entre elles ont adopté les normes internationales de gestion de la qualité et font désormais partie intégrante de l'industrie mondiale des services informatiques. Elles peuvent accéder aux marchés internationaux des capitaux, comme en attestent les introductions réussies de Mail.ru au London Stock Exchange en novembre 2010 et de Yandex au Nasdaq en mai 2011. Les exportations du secteur connaissent une croissance moyenne à deux chiffres depuis le début des années 2000, traduisant une amélioration de la compétitivité internationale de l'industrie qui contraste avec la situation précaire du secteur automobile (figure 3).

---

<sup>8</sup> BOFIT Weekly Review, 05/08/2011.

<sup>9</sup> Ernst & Young, « The Russian Automotive Market. Industry Overview », Spring 2007 ; Ernst & Young, « Getting up to Speed. An Overview of the Russian and CIS Automotive Industry », February 2011 ; [www.autostat.ru](http://www.autostat.ru) (dernière consultation : 28/03/2012)

**Figure 3. Russie : exportations de logiciels, 2002-2012  
(millions US \$)**



Sources : Russoft, 2011.

Les exemples qui précèdent ont permis de montrer que dans les années 2000, la modernisation industrielle et la compétitivité de plusieurs secteurs clef de l'économie russe n'ont pas dépendu uniquement, ni même principalement, de la politique industrielle du gouvernement : en dépit d'une protection particulière de l'État, l'industrie automobile à capitaux russes n'a cessé de se contracter<sup>10</sup> alors que des sociétés autochtones de service informatique et de génie logiciel se sont développées et ont atteint un niveau de compétitivité international sans son appui. De même, l'essor des industries extractives et de transformation primaire des matières premières tient bien davantage à l'évolution des prix internationaux, sur laquelle les pouvoirs publics n'ont pas de prise, qu'au changement de politique observé à son endroit à partir de 1999. En définitive, la « stratégie 2020 » hérite d'une structure industrielle davantage subie que voulue par le gouvernement.

### **3. Quelles sources de financement pour la modernisation ?**

Les difficultés passées de la politique industrielle en Russie n'impliquent pas qu'à l'avenir, le rôle de l'État dans ce domaine doive nécessairement être négligeable. La question est plutôt de savoir si le fonctionnement actuel et les ressources financières du secteur public peuvent lui permettre de jouer un rôle efficace de catalyseur des financements privés nécessaires. Car l'accès aux financements est un élément essentiel de la capacité des entreprises industrielles à déployer efficacement leurs stratégies de

---

<sup>10</sup> De ce point de vue, l'accord récent, conclu en mai 2012, entre Avtovaz et Renault-Nissan, au terme duquel le groupe franco-japonais a pris le contrôle du constructeur russe, peut être interprété non seulement comme une réponse à la crise, mais aussi comme un signe de la possible prise de conscience par le gouvernement des limites de sa politique industrielle passée dans le secteur.

développement. Le système financier, composé des marchés et des établissements de crédit bancaire et institutions financières, sera amené à jouer un rôle croissant dans le financement de la modernisation industrielle de la Russie. Est-il, lui aussi, correctement armé pour cela ?

### **Les ressources budgétaires : sous l'abondance, les tensions**

Le redressement budgétaire réussi par les autorités depuis le défaut de 1998 constitue l'un des faits marquants de la décennie 2000 en Russie. Les excédents budgétaires récurrents ont été permis à la fois par la réforme fiscale et l'amélioration de la collecte de l'impôt, et par l'effet d'aubaine qu'a représenté pour le budget la hausse sans précédent des prix mondiaux des hydrocarbures depuis le début de l'année 1999<sup>11</sup>.

L'usage qui a été fait de ces excédents a été relativement conservatoire : dans un premier temps, les autorités ont privilégié le désendettement du pays en remboursant par anticipation une partie de la dette souveraine auprès des institutions financières internationales, de manière à regagner un peu du crédit perdu sur les marchés de capitaux internationaux. Ainsi, après avoir provoqué un défaut sur sa dette souveraine, la Russie est devenue en quelques années l'un des pays dont la dette publique est la plus faible du monde, avec un minimum de 8 % du PIB en 2008.

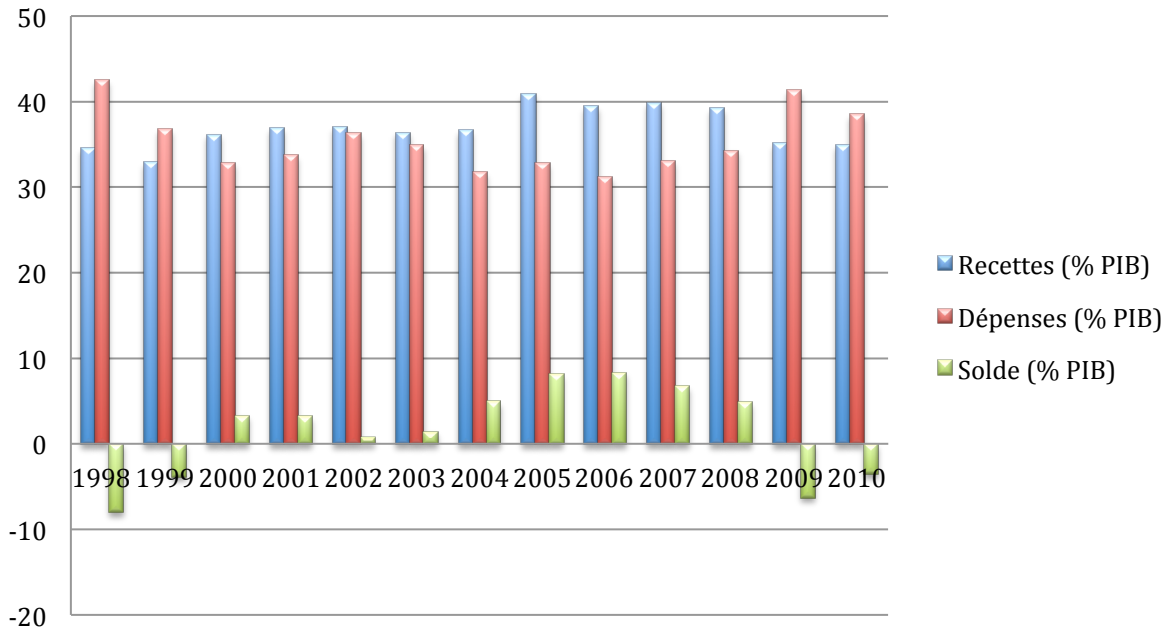
Dans un deuxième temps, sous l'impulsion du Ministère des Finances, les excédents ont été stérilisés en partie par l'intermédiaire de la création de fonds publics structurels. En 2006 était créé un « fonds de stabilité budgétaire », plafonné à 10 % du PIB, dont les actifs devaient servir à faire face à un éventuel retournement de conjoncture mondiale se traduisant par une chute durable des prix du pétrole. Les excédents budgétaires continuant de s'amonceler, le plafond des 10 % du PIB a été rapidement atteint et le ministère des finances a obtenu la création d'un deuxième fonds, nommé « fonds national de bien-être », destiné à financer l'augmentation future des dépenses de retraites, sur le modèle des fonds norvégiens.

La crise de 2008-2009 a bouleversé les équilibres des finances publiques, en réduisant les recettes et en conduisant le gouvernement à augmenter ses dépenses dans un objectif contra-cyclique analogue à celui des politiques conjoncturelles occidentales pratiquées au même moment (Sapir, 2009) (figure 4).

---

<sup>11</sup> Ceux-ci sont aujourd'hui dix fois plus élevés qu'à la fin des années 1990.

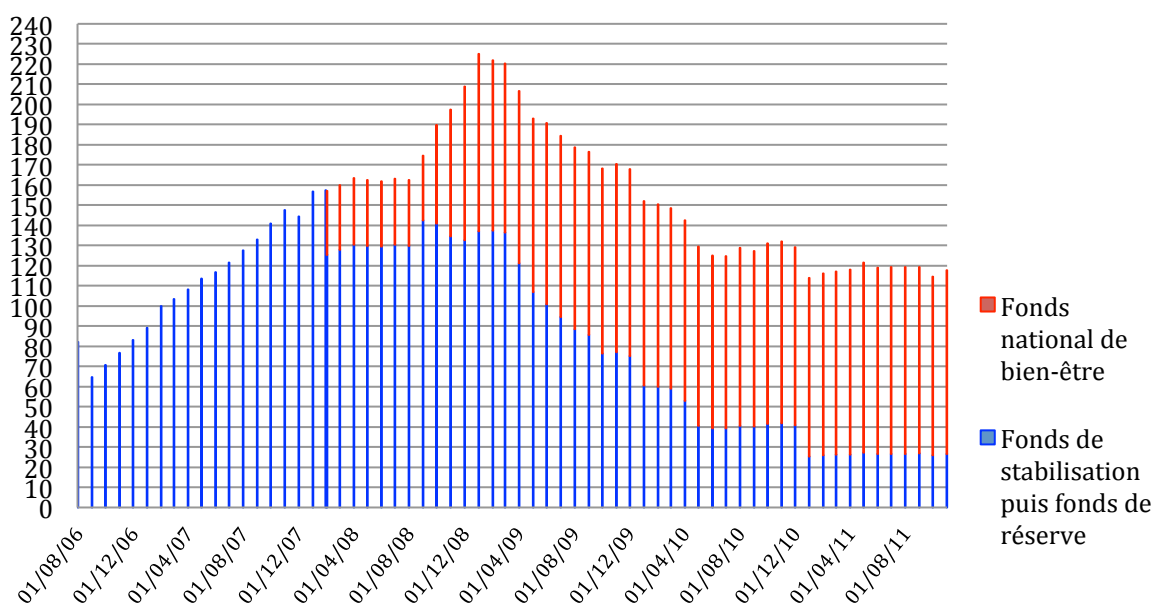
**Figure 4. Evolutions budgétaires (1998-2010)**



Source : FMI, 2011

Dans ces conditions, l'excédent budgétaire s'est transformé en un large déficit (7 % du PIB). Pour ne pas avoir à faire appel aux marchés des capitaux, les autorités ont choisi de puiser dans le fonds de réserve pour financer ce déficit. Compte tenu des montants en jeu, cette politique a provoqué le quasi-épuiement des réserves : en deux ans, le fonds a été réduit de plus de 80 %, au rythme d'une ponction moyenne de 4,6 milliards de dollars par mois (figure 5).

**Figure 5. Fonds structurels de l'Etat  
(2006-2012, milliards de dollars)**



Sources : Gouvernement de la Fédération de Russie, OCDE, 2011.

Le Ministère des Finances reconnaît que, compte tenu du niveau du fonds de réserves, il ne sera plus possible à l'avenir de l'utiliser en cas de rechute de l'économie. De leur côté, le FMI et l'OCDE ont pointé le niveau élevé des déficits publics acceptés par les autorités en 2009 et 2010, en faisant valoir que le déficit hors pétrole (c'est-à-dire le solde budgétaire calculé avant l'intégration des recettes liées au secteur énergétique) a dépassé 14 % du PIB en 2009, et avoisine 12 % en 2011 (World Bank, 2011, OCDE, 2011). Selon la loi de programmation pour la période 2011-2014, le budget devrait rester en déficit durant les prochaines années pour revenir à l'équilibre en 2014, ce qui amènera le gouvernement à recourir à l'endettement<sup>12</sup>.

Quelles que soient les limites des raisonnements fondés sur la notion de « déficit hors pétrole », on doit admettre que la sur-dépendance du budget de l'Etat envers les prix du pétrole a contribué à enfermer les autorités russes dans une logique de court terme en matière de gestion budgétaire, alors que les problèmes les plus sérieux de l'économie russe et en particulier son manque de compétitivité industrielle, renvoient tous à sa structure. Le déséquilibre de la fiscalité pesant sur l'offre témoigne de ce paradoxe : selon des estimations de l'administration fiscale, les taxes représentent 49 % des revenus des entreprises du secteur du pétrole, contre 12 à 13 % en moyenne pour le reste de l'économie<sup>13</sup>. Environ 40 % des recettes de l'Etat proviennent du secteur des hydrocarbures, ce qui rend les finances publiques exagérément dépendantes des

<sup>12</sup> Le 28 mars 2012, la Russie a placé avec succès 7 milliards de dollars d'eurobonds à 20 et 30 ans, dans des conditions de taux d'intérêt plutôt favorables. Pour l'année 2011, le budget de l'Etat a enregistré un excédent inattendu par le gouvernement, du fait de niveaux moyens des prix du pétrole plus élevés que prévu.

<sup>13</sup> BOFIT Weekly Review, 9/05/2008.

évolutions d'une variable que les autorités russes ne contrôlent pas : le prix mondial du pétrole.

### **Le système financier de la Russie s'est-il modernisé ?**

En mai 2006 les autorités russes ont achevé de libéraliser le compte de capital, mettant fin aux formes de contrôle des changes qui subsistaient jusqu'alors. Ce faisant, la Russie est devenue le seul pays parmi les BRICs à ouvrir sans restriction son compte de capital aux investisseurs internationaux. En juillet 2011, le président Medvedev a également supprimé le plafond imposé aux entreprises russes en matière de cotation de leur capital à l'étranger : jusque là, la législation russe tentait de développer le marché moscovite en interdisant aux entreprises russes de mettre en circulation plus de 25 % de leur capital sur des places financières à l'étranger. Mais de nombreuses compagnies contournaient cette restriction en utilisant leurs filiales pour procéder à des émissions sur les marchés internationaux. En conséquence, selon des estimations occidentales, moins du tiers des introductions en bourses de sociétés russes ont été réalisées sur les marchés nationaux<sup>14</sup>. L'année 2011 a aussi été celle de la fusion des deux marchés boursiers de Moscou, MICEX et RTS. En novembre, les registres de dépôt des titres des entreprises cotées en bourse à Moscou ont été unifiés par la loi. La fusion des deux places financières a ensuite été achevée le 19 décembre 2011.

Ces opérations ont été conduites dans le but de développer les places financières russes : l'un des objectifs annoncés par les autorités est de faire de la place moscovite l'une des dix premières du monde d'ici 2016. Si l'on peut douter du réalisme et de l'utilité de tels projets pour l'économie de la Russie, on peut aussi comprendre cette tentative comme un moyen de contribuer à réduire le coût du capital pour les emprunteurs opérant en Russie. Mais la libéralisation du secteur financier, en particulier celle des transactions en capital, rend aussi le marché russe attractif pour le « carry trade », c'est à dire pour des opérations d'arbitrages de taux à découvert à caractère spéculatif. Compte tenu de l'étroitesse et de la concentration des marchés russes<sup>15</sup>, et à la lumière de l'expérience passée, on pouvait prévoir qu'une telle dérèglementation, en accroissant l'exposition du système financier russe aux mouvements internationaux de capitaux à court terme, exacerbait sa vulnérabilité à des phénomènes de reflux massifs, pouvant être motivés par des considérations économiques ou politiques. La crise financière et l'intervention militaire en Géorgie ont cumulé les deux chocs, obligeant les autorités à fermer les places financières plusieurs jours à l'automne 2008.

La deuxième composante du système financier est le système bancaire. De nombreuses études ont été publiées sur le sujet depuis les débuts de la transition systémique (Renversez, 2001, Khartchenko-Dorbec, 2004, Govtvan, 2009), qui font apparaître, derrière une recomposition de surface toujours en cours, quelques caractéristiques structurelles :

---

<sup>14</sup> *BOFIT Weekly Review*, 25/11/2011.

<sup>15</sup> Au sein de l'indice RTS, par exemple, coté sur la plus petite des deux places financières fusionnées fin 2011, les quatre entreprises principales du secteur pétrolier (Gazprom, Lukoil, Rosneft, Surgutneftegaz) et les deux plus grandes banques cotées (Sberbank et VTB) représentent à elles seules près de 60 % de la capitalisation boursière totale. *BOFIT Weekly Review*, 7/01/2011.



- Le secteur bancaire est à la fois éparpillé et concentré : alors que l'économie russe compte environ 900 établissements de crédit bancaire (le nombre n'a cessé de diminuer dans les années 2000, il reste élevé en comparaisons internationales), les cinq premiers acteurs du système bancaire représentent 50 % du total des actifs.
- Malgré la volonté maintes fois proclamée du gouvernement russe de diminuer la part de l'Etat dans le secteur, sa présence reste prépondérante : les cinq premières banques précitées sont toutes publiques. Via les restructurations bancaires qui se sont succédées depuis la crise de 2009, l'Etat a encore accru sa présence dans le secteur. En témoignent les acquisitions de la Sberbank (première banque russe, à capitaux publics) et la VTB, filiale de la Banque centrale de Russie.
- Le système bancaire russe reste caractérisé par une grande fragilité, causée à la fois par la faible surface financière de l'immense majorité des banques russes (nombreuses sont les banques de complaisance servant de vecteurs pour des opérations d'évasion fiscale) et par des erreurs de gestion qui ne concernent pas seulement les plus petites d'entre elles. Ainsi la Bank Moskvvy, cinquième établissement de Russie, détenue durant les années 2000 par la municipalité de Moscou, a dû être rachetée en juillet 2011 par la VTB et placée sous la protection de l'Agence de protection des dépôts des particuliers et de la Banque centrale de Russie (BCR) : 30 % des crédits consentis par ses anciens dirigeants s'avéraient douteux. Un peu plus tôt, AMT, 83<sup>ème</sup> banque de Russie, avait suscité le plus important plan de sauvetage de la Banque centrale de Russie. Ces plans de sauvetages de 2011 se sont ajoutés à la faillite, en 2010, de la Mejprombank, laissant une dette de 2 milliards d'euros constituée notamment d'un prêt non assuré consenti par la BCR, qui devait lui permettre de surmonter la crise financière de 2008-2009<sup>16</sup>.
- Pour lutter contre les défaillances affectant le système bancaire, la BCR a à plusieurs reprises relevé le plancher de fonds propres requis pour l'obtention et la conservation d'une licence bancaire, retirant leurs licences aux banques qui ne parvenaient pas à l'atteindre<sup>17</sup>. Mais la solidification du secteur bancaire ne dépend pas uniquement des ratios de fonds propre et reste encore, pour l'essentiel, un chantier à conduire.
- L'efficacité du secteur de la banque de détail est aussi sujette à critique. Selon une étude publiée par Mc Kinsey Global Institute, la productivité des banques russes représente 23 % de celle de leurs homologues américaines (Mc Kinsey (2011), p. 85). L'annonce en 2011 par Morgan Stanley, Barclays et HSBC qu'elles se retireraient de la banque de détail en Russie n'est pas nécessairement liée aux difficultés de la composante russe du secteur. Mais elle illustre les hésitations des groupes étrangers à investir durablement en Russie, y compris dans le secteur bancaire, et participer ainsi à sa modernisation.

---

<sup>16</sup> L'Agence fédérale d'assurance des dépôts a dû indemniser les déposants à hauteur de 300 millions d'euros (*BOFIT Weekly Review*, 2/09/2011).

<sup>17</sup> Entre 2008 et 2010, le nombre de banques dont les licences ont été retirées par la BCR a varié entre 15 et 30 par an.

Plus globalement, le financement de l'économie occupe une place secondaire dans les activités du système bancaire russe. L'économie russe est faiblement bancarisée : alors que le taux d'épargne des ménages a atteint 28 % en 2011, seulement 40 % de la population adulte dispose d'un compte bancaire. Avec un peu moins de 50 % du total des dépôts, la Sberbank occupe une position dominante dans le paysage de la banque de détail. De même, l'investissement n'est financé que de manière marginale par le crédit bancaire : selon les données de Rosstat, seuls 9 % des investissements productifs des entreprises ont été financés par le crédit bancaire. Le plus significatif et le plus problématique pour la crédibilité de la « stratégie 2020 » est, sans doute, que cette proportion ne se soit pas significativement améliorée depuis les années 1990 (Khartchenko-Dorbec, 2004).

Les caractéristiques du système bancaire pourraient changer avec l'adhésion de la Russie à l'OMC, même si les autorités russes ont négocié des périodes transitoires pour l'augmentation de la présence étrangère dans le système bancaire. Aujourd'hui, les banques internationales ne représentent que 25 % du total des actifs bancaires, et les groupes étrangers ne peuvent pas pénétrer le marché russe via la création de simples succursales. Par ailleurs, le pouvoir politique maintient un contrôle étroit sur les actifs jugés sensibles, comme le montre l'éviction du premier groupe bancaire privé de Russie (Alfa-Bank) lors de la vente de 50 % des parts détenues par la municipalité de Moscou dans la Bank Moskvyy, en juillet 2011, qui ont finalement échu à la banque publique VTB<sup>18</sup>. A long terme, à la faveur de l'adhésion de la Russie à l'OMC, la présence de banques internationales dans le secteur augmentera inéluctablement. Mais, depuis vingt ans, les banques russes ne financent pas la modernisation industrielle de la Russie.

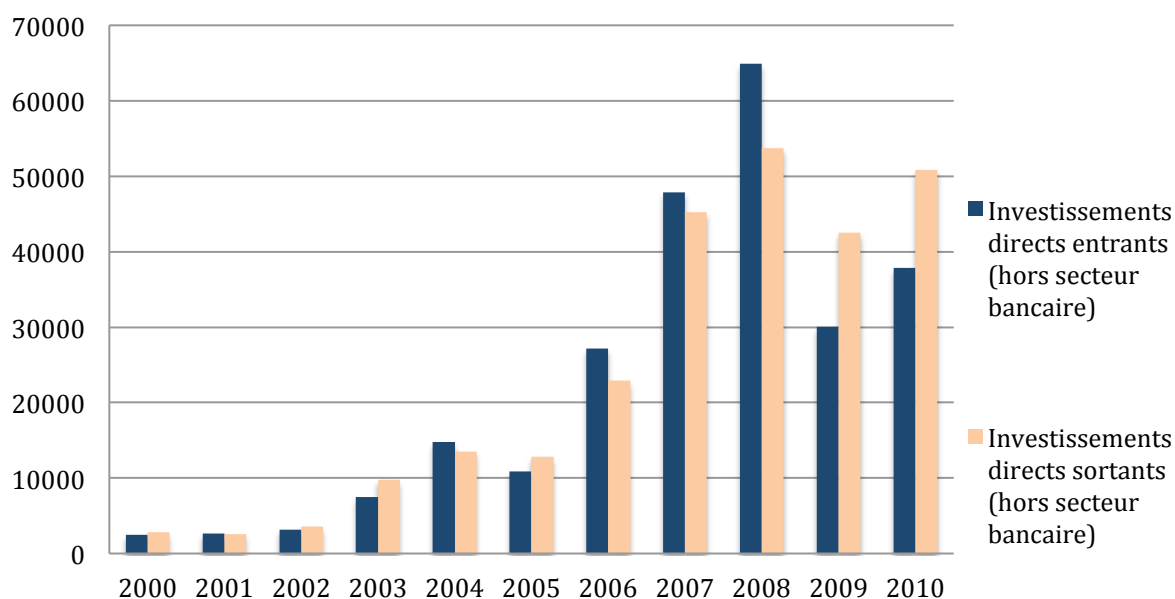
#### **4. Les investissements directs étrangers (IDE) : une voie possible de la transformation industrielle ?**

Les IDE sont situés à la croisée des dimensions productive et financière de toute politique industrielle. Potentiellement, ils représentent non seulement une forme de financement privilégiée de l'investissement puisqu'ils ne ponctionnent pas l'épargne intérieure et ne créent pas d'endettement, mais aussi un vecteur de la transformation industrielle du fait des transferts de technologie et des gains de productivité et d'efficacité organisationnelle auxquels ils sont traditionnellement associés (Borzenstein *et alii*, 1998). C'est donc potentiellement une voie complémentaire de l'investissement productif national qui peut, pour de nombreux secteurs, stimuler la productivité et la compétitivité des entreprises russes. Sur le terrain, l'évolution récente des IDE en Russie fait apparaître un paradoxe (Vercueil, 2010) : l'évaluation internationale du climat d'investissement est régulièrement négative, alors que les statistiques d'IDE montrent une nette augmentation des flux durant les années 2000, plaçant l'économie russe aux tout premiers rangs mondiaux durant la période 2005-2008 (figure 6).

---

<sup>18</sup> La vente a été réalisée de gré à gré, sans mise en concurrence des acquéreurs potentiels. *Bofit Weekly Review*, 11/02/2011.

**Figure 6. Flux d'investissements directs entrants et sortants,  
2000-2010  
(millions de US \$)**



Source : Banque centrale de Russie

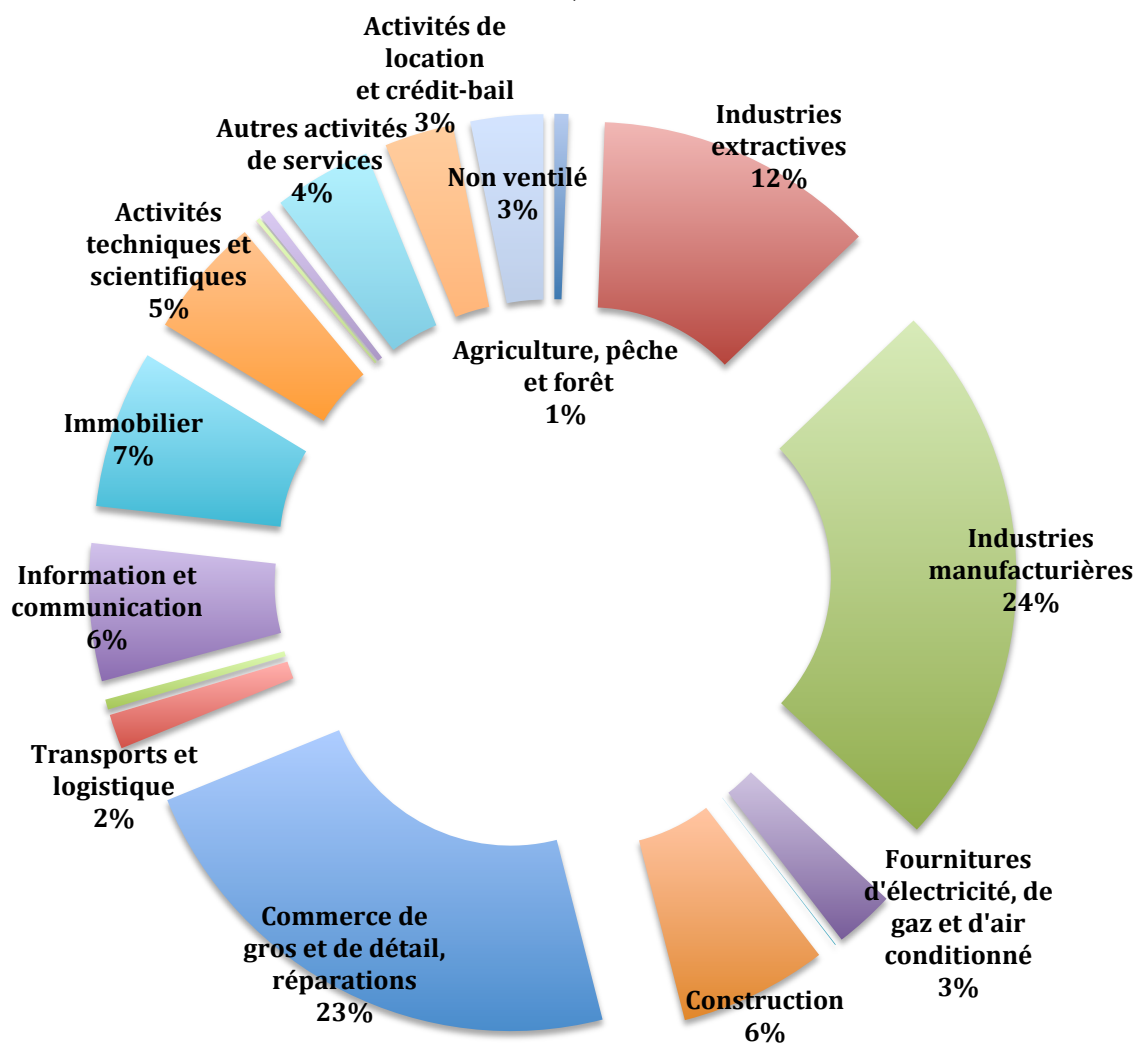
La crise de 2008-2009 s'est traduite par un reflux massif des IDE entrants, en baisse de plus de 50 %. Si ce repli n'est pas beaucoup plus marqué que pour l'ensemble des IDE dans le monde, les investissements entrants ont connu toutefois une chute plus brutale et une reprise post-crise moins marquée que les investissements directs sortants. En conséquence, les flux nets d'investissements directs hors secteur bancaire sont désormais négatifs depuis 2009. Quelques remarques supplémentaires sont nécessaires pour aller au-delà des apparences statistiques :

- La provenance géographique des IDE en Russie est spécifique : à la fin des années 2000, les trois principaux pays d'origine des flux étaient la Barbade, Chypre et les Pays Bas. La présence à de tels niveaux de ces pays révèle l'importance des flux pseudo-étrangers, c'est-à-dire provenant de sociétés de droit étranger détenues par les Russes qui servent de conservatoires d'actifs et sont utilisées pour échapper au fisc. De manière significative, les principaux IDE sortants ont ces petits pays pour destination<sup>19</sup>.
- Les industries extractives n'attirent pas l'essentiel des IDE (figure 7). Elles comprennent en effet les entreprises concernées par la loi de 2005 sur les entreprises stratégiques, qui soumet les prises de participation dépassant 25 %

<sup>19</sup> En prenant comme base des statistiques par pays d'origine (Chypre, Barbade, Suisse, Luxembourg, Iles Vierges britanniques, etc.), et en tenant compte du caractère lacunaire des données disponibles, il paraît raisonnable d'estimer qu'au moins la moitié des IDE entrants en Russie sont en réalité d'origine russe. Pour les Pays-Bas, il faut aussi noter le rôle de ce pays en tant qu'hôte de firmes multinationales opérant dans le secteur des hydrocarbures.

du capital à l'autorisation d'une commission politique présidée par le premier ministre. Par ailleurs, plusieurs jugements rendus sur des conflits opposant directement ou indirectement l'Etat à des entreprises privées du secteur (Ioukos, TNK-BP, gisement de Kovytko, gisement de Sakhaline I) ont montré que les autorités publiques étaient désormais en mesure d'imposer leurs décisions, y compris lorsque celles-ci risquent de freiner les investissements directs étrangers à venir dans le secteur.

**Figure 7. Répartition des flux d'IDE entrants hors secteur financier, 2010**



Source : Banque centrale de Russie.

- Le montant des IDE hors secteur bancaire est désormais significatif<sup>20</sup> et a exercé une véritable impulsion sur la productivité de certains secteurs comme, par

<sup>20</sup> Selon les données de la banque centrale de Russie, ils ont atteint 30 % de la FBCF au taux de change courant en 2010.

exemple, le commerce de détail (Mc Kinsey, 2009). Cependant, il faut observer que la majeure partie de ces IDE touche le secteur des biens non commercialisables, l'industrie manufacturière ne bénéficiant que du quart de ces flux (figure 7).

La principale limite au rôle potentiel des IDE entrants dans la politique industrielle de la Russie est leur caractère fluctuant, illustré par la crise de 2009. Celle-ci a eu un impact négatif sur le pouvoir d'attraction de la Russie en matière de capitaux étrangers, qui semble exercer un effet d'*hysteresis* sur les comportements une fois le point bas passé : en ajoutant aux IDE les flux d'investissement en portefeuille (investis en titres obligataires ou en actions sans pouvoir d'interférence sur la gestion des entreprises), on observe que la Russie est l'un des rares pays où les flux nets deviennent négatifs à partir de 2008 (tableau 4).

**Tableau 4. Flux nets de capitaux en Russie et dans quelques pays émergents, 2007-2011 (% du PIB)**

	2007	2008	2009	2010	2011 S1*
<b>Russie</b>	7,3	-7,9	-2,6	-1,8	-3,1
<b>Brésil</b>	6,5	1,7	4,4	4,7	5,7
<b>Mexique</b>	2,1	2,5	2,6	3,4	4
<b>Afrique du Sud</b>	7,6	4,2	4,7	3	3,4
<b>Turquie</b>	7,5	4,7	1,6	7,9	12,1

Source : OCDE, 2011.

\* : S1 = premier semestre

Il semble donc que les conséquences du mode particulier d'ouverture aux capitaux internationaux caractéristiques des années 1990 soient encore prégnantes aujourd'hui en Russie : tandis que les autorités russes proclament leur intention d'attirer les capitaux les plus stables pour participer au processus de modernisation industrielle invoqué par la « stratégie 2020 », ce sont les capitaux les plus volatiles, y compris parmi les IDE, qui affluent en priorité. En dépit des intentions affichées par les pouvoirs publics, les institutions mises en place en Russie durant les années 2000 n'ont pas produit les incitations souhaitées : elles ont au contraire prolongé le processus de « sélection adverse des capitaux » déjà repérable dans l'économie russe durant les années 1990. Ce phénomène de nature structurelle n'est pas surmonté à ce jour et il n'est pas sûr que les objectifs de la « stratégie 2020 » puissent être atteints en l'absence d'amélioration significative sur ce terrain.

### **Conclusion : trois modèles de politique industrielle**

Dans leur diversité, les travaux produits dans le cadre la « stratégie 2020 » dressent un tableau complet de la situation actuelle de l'industrie russe. Celle-ci souffre d'un retard technologique et organisationnel important vis-à-vis de ses homologues ouest-européennes ou américaines, que l'investissement productif consenti jusqu'ici, qu'il soit

national<sup>21</sup> ou étranger, ne suffit pas à combler. Les objectifs affichés par les autorités impliquent de rattraper ce retard dans la décennie qui vient, ce qui paraît exagérément optimiste. Le climat d'investissement, qui dépend à la fois des perspectives de croissance des marchés et de l'évolution du cadre institutionnel des activités économiques du secteur privé, n'est pas encore suffisamment stabilisé pour inverser le phénomène de sélection adverse des capitaux caractéristique des deux dernières décennies.

**Tableau 5. Trois modèles de politiques industrielles**

	<b>Dérégulation</b>	<b>Ré-industrialisation</b>	<b>Modernisation</b>
Phases de mise en œuvre (Russie)	1992-1998	1999-2012	-
Objectif de la politique	Intégrer l'économie nationale aux échanges mondiaux	Sauvegarder l'indépendance économique	Moderniser le tissu industriel national par les transferts de technologies
Vecteur du changement	Le marché, révélateur de compétitivité	L'Etat, organisateur du tissu productif	Les interactions Etat-organisations-marchés
Echelle de l'ouverture économique	Mondiale	Régionale (CEI)	Double : régionale et mondiale
Degré de spécialisation visé	Maximal : spécifications intra-branches	Minimal : déspecialisation	Intermédiaire : profilage des industries
Support de la compétitivité industrielle	Dotations en facteurs de production	Effets d'expérience construits à l'abri de protections publiques	Effets d'expérience stimulés par les politiques structurelles

Pour mettre en œuvre les transformations industrielles souhaitées, les autorités ont fondé leur politique sur une vision extensive du rôle industriel de l'Etat (Durand et Petrovski, 2008). La stratégie alors a visé à renverser la logique de « dérégulation » (tableau 5, colonne 1) des années 1990 durant laquelle les circuits de production et d'échanges hérités du système soviétique avaient été détruits sans que soient établies d'autres institutions que celles qui émergeaient alors spontanément, orientées vers le soutien de l'appropriation privée de ressources valorisables à l'export. La politique industrielle menée par les autorités depuis le début des années 2000 peut être qualifiée de politique de « ré-industrialisation » portée par l'Etat (tableau 5, colonne 2).

<sup>21</sup> Durant la décennie 2000, la part de l'investissement dans le PIB de la Russie est restée de l'ordre de 20 % soit nettement moins que nombre de pays émergents, notamment asiatiques (Beutin *et alii*, 2007, IMF, 2011a, p. 48).

Entre ces deux cas polaires, d'autres modèles de politique industrielle peuvent être envisagés. Une politique cherchant à généraliser la modernisation du tissu productif (tableau 5, colonne 3) devrait, pour ce faire, commencer par créer des conditions favorables à l'absorption des technologies étrangères par le système productif national, ce qui suppose d'améliorer durablement le climat d'investissement, pour les acteurs résidents comme pour les non résidents. Au delà de la dimension institutionnelle de cette amélioration, qui dépasse le cadre de cet article, la modernisation industrielle revêt aussi un volet technique. Pour stimuler l'acquisition de compétences et de capacités productives, les autorités disposent d'une large palette de programmes (Zones Economiques Spéciales, parcs technologiques, mise en relation de la recherche publique avec la recherche privée, développement des infrastructures de communication et de logistique, etc.) susceptibles de retenir les entreprises russes les plus productives tout en attirant les IDE à fort contenu technologique. Rendre cohérent cet ensemble de programmes et améliorer sa portée concrète pour développer sa crédibilité auprès des entreprises représenterait un changement notable dans la politique industrielle menée jusqu'ici en Russie.

## Références :

Aslund A., Guriev S., Kuchins A. (Eds) (2010) : *Russia after the Global Economic Crisis*. Washington (D.C.) : Peterson Institute for International Economics.

Beutin R., Veugelers R., Vinhas de Souza (2007) : « Russia's Next Transition ? », *BEPA and ECFIN Report*. Bruxelles : European Commission, June 2007.

Borensztein E. De Gregorio J., Lee J. W., « How Does Foreign Direct Investment Affect Economic Growth ? », *Journal of International Economics*, vol. 45, 1998, pp. 115-135.

Crane K., Usanov A. (2010) : « Role of High-Technology Industries », in Aslund et alii, *Russia After the Global Economic Crisis*, pp. 95-124.

Dorbec A. (2008) : « Surchauffe en Russie : vers un 'Soft Landing' ? », *Conjoncture BNP-Paribas*, août-septembre 2008.

Durand C., Petrovsky M. (2008) : « Un développementalisme russe ? Les limites de l'Etat producteur », *Autrepart*, N°48, 2008/4, pp. 25-43.

Govtvan O. (2009) : *Metodologuiya i opit prognozirovaniya rossiiskoi denejno-bankovskoi sistemy* (Méthode et expérience de prévision du système bancaire et financier de la Russie). Moscou : MAKS Press.

von Hirschhauser C., Bitzer J. (Eds) (2000) : *The Globalization of Industry and Innovation in Eastern Europe*. Cheltenham : Edward Elgar, 2000.

Huchet J.-F., Richet X., Ruet J. (Eds) (2007) : *Globalisation in China, India and Russia. Emergence of National Groups and Global Strategies of Firms*. New Delhi : Academic Foundation.

IMF (2011a) : *European Economic Outlook*. Washington (D.C.) : International Monetary Fund, October 2011.

IMF (2011b) : *World Economic Outlook*. Washington (D.C.) : International Monetary Fund, October 2011.

Khartchenko-Dorbec A. (2004) : « Système bancaire et financement du secteur productif dans la transition en Russie ». *Thèse de doctorat*, Université Paris X-Nanterre, 2004, 738 p.

Krugman P. (1998) : *La mondialisation n'est pas coupable. Vertus et limites du libre échange*. Paris : La découverte.

Kuchins A., Beavin A. Bryndza A. (2008) : « Russia's 2020 Strategic Economic Goals and the Role of International Integration ». IFRI – CSIS, July 2008.

<http://csis.org/publication/russias-2020-strategic-economic-goals-and-role-international-integration>



Louvert E. (2005) : « Russia : the Urgent Necessity of an Ambitious Industrial Policy ». Moscow : Russian European Council for Economic Policy working paper, 2005.

Mau V. (2011) : « Quelles priorités pour la politique économique de la Russie », *Agir*, n°45, février 2011, pp. 9-28.

MC Kinsey Global Institute (2009) : « Lean Russia. Sustaining Economic Growth through Increased Productivity ». *Mc Kinsey Global Institute Report*, April 2009, en ligne.

[http://www.mckinsey.com/Insights/MGI/Research/Productivity\\_Competitiveness\\_and\\_Growth/Lean\\_Russia\\_sustaining\\_economic\\_growth](http://www.mckinsey.com/Insights/MGI/Research/Productivity_Competitiveness_and_Growth/Lean_Russia_sustaining_economic_growth)

OCDE (2011) : *OECD Economic Survey – Russian Federation*. Paris : OCDE.

Piveteau A., Rougier E. (2011) : « Le retour en trompe l'œil de la politique industrielle : l'expert, l'Etat et l'économie politique locale », *Revue Tiers Monde*, n°208, octobre-décembre, p. 177-192.

Reich R. (1993) : *L'économie mondialisée*. Paris : Dunod.

Renversez F. (2001) : « La transition inaboutie du système financier en Russie ». *Diogenes*, 2001/2, n°194, pp. 133-145.

Richet X., Bourassa F. (1998) : « The Reemergence of Automotive Industry in Eastern Europe », in von Hirschhausen and Bitzer, *The Globalization of Industry and Innovation in Eastern Europe*, pp. 59-83.

Richet X. (2007) : « Emergence and Entry of Industrial Groups in Russia : the Case of the Car Industry », in Huchet *et alii*, *Globalisation in China, India and Russia. Emergence of National Groups and Global Strategies of Firms*, pp. 325-350.

Russoft (2011) : « Russian Software Developing Industry and Software Exports. 8th Annual Survey ». Russoft Association, November 2011, en ligne.

<http://www.russoft.org/docs/?doc=2000>

Rodrik D. (1997) : *Has Globalization gone too far?* Washington, D.C. : Institute for International Economics.

Sapir J. (2009) : « Russie : une crise et son enjeu », in Pagé J.-P. (dir.), *Tableau de bord des pays d'Europe centrale et orientale 2009*, *Les Etudes du CERI*, n°162, décembre 2009, pp. 36-49.

Sprenger C. (2008) : « The Role of State Owned Entreprises in the Russian Economy », communication à l'*OECD Roundtable on Corporate Governance of SOEs*. Moscou : octobre 2008.

Stiglitz J. (2003) : *La grande désillusion*. Paris : Plon.

Tarr D., Volchkova N. (2010) : « Foreign Economic Policy at a Crossroads », in Aslund et alii, *Russia After the Global Economic Crisis*, pp. 201-222.

Vercueil J. (2007) : « Russia and the WTO : on the Finishing Stretch », *Russie.Nei.Visions 2007*, pp. 121-139.

Vercueil J. (2010) : « Changing Investment Climate in Russia. An Institutional Analysis », *Journal of Euromarketing*, 19 (2-3), April 2010, 115-138.

World Bank (2011) : « Adjusting and Improving Efficiency of Public Expenditures », *Russian Economic Report*, N°24, March 2011, pp. 17-24.

WTO (2011) : « Report of the Working Party on the Accession of the Russian Federation to the World Trade Organization », WT/ACC/RUS/70 WT/MIN(11)/2. Genève : World Trade Organization, 17 November 2011, 722 p.